

GLGL

DAB0132 4 I 0354 /AFP-IJ84

France-Rwanda flt2-der

Le ministre...

PARIS - Le gouvernement intérimaire a été formé après la mort le 6 avril du président Habyarimana, qui a précipité le Rwanda dans la guerre civile et des tueries, essentiellement de Tutsis par les Hutus, qui ont fait près de 100.000 morts, selon les organisations humanitaires.

Le président rwandais avait été tué avec son homologue burundais, M. Cyprien Ntaryamira, quand leur avion s'est écrasé alors qu'il s'apprêtait à atterrir à Kigali. Selon les autorités rwandaises, il a été abattu par un tir de roquette.

Paris a par ailleurs décidé d'envoyer à Bujumbura un avion chargé de 38 tonnes de vivres et matériels de première urgence destiné aux réfugiés rwandais ayant fui leur pays pour le Burundi, pour éviter toute "contamination" entre les deux pays, selon un responsable français.

Demeuré dans un premier temps calme après la mort du président Ntaryamira, le Burundi est également le théâtre d'incidents armés entre bandes armées de Hutus, ethnie majoritaire également dans ce pays et des militaires tutsis.

Ce pays avait été le théâtre de terribles affrontements inter-ethniques qui ont fait des dizaines de milliers de morts, après l'assassinat du premier président hutu du pays, M. Melchior Ndadaye, le 21 octobre 1993 lors d'un coup d'Etat militaire manqué.

Plusieurs personnalités du monde politique et culturel français dont des responsables de SOS Racisme, l'ancien ministre de l'Action humanitaire Bernard Kouchner, et l'acteur Michel Piccoli ont lancé mercredi un appel pour l'"arrêt des massacres au Rwanda.

Ils ont notamment demandé à l'Union européenne et au Conseil de l'Europe, ainsi qu'au gouvernement français de "condamner les massacres commis par les Forces armées rwandaises sur les populations civiles innocentes" et de "faire pression" pour leur arrêt et d'agir pour que "le rôle de la Force de l'ONU (MINUAR) soit renforcé" et que "le même dispositif soit mis en place pour les victimes rwandaises que pour la population française" (protection et évacuation des populations civiles, aides aux orphelins).

mj/jm/fxh

a

AFP 271713 GMT APR 94